

Etats-Unis/Affaire russe

Nouveau faux pas de Trump

AFP

Washington/États-Unis

La révélation d'un nouvel épisode l'impliquant directement pourrait placer le président au cœur du scandale.

CHAQUE jour apporte son lot de révélations à la Maison Blanche : Donald Trump aurait dicté lui-même le récit hasardeux de la rencontre entre son fils et une avocate russe en pleine campagne présidentielle, au risque de se placer au cœur du scandale. Ce nouvel épisode de l'affaire russe, impliquant cette fois directement le président américain, survient quelques heures après la démission lundi du sulfureux Anthony Scaramucci, qui n'aura tenu que dix jours à la tête de la communication de l'exécutif.

Les faits, révélés par le Washington Post, remontent au 8 juillet dernier. Les conseillers du milliardaire sont réunis, en marge du G20 en Allemagne, pour décider de l'explication que la Maison Blanche fournira à propos de la réunion à laquelle a participé Donald Trump Jr. avec l'avocate Natalia Veselnitskaya.

Ils décident de prendre les

devants, avant que cette rencontre ne soit dévoilée dans la presse et de délivrer un communiqué avec la réalité des faits, pour ne pas être pris à défaut.

Mais Donald Trump lui-même, à bord de l'avion présidentiel Air Force One, en décide autrement. Il dicte une version à minima des faits selon laquelle son fils aîné avait évoqué avec l'avocate, en juin 2016, un "programme d'adoption d'enfants russes".

"INUTILE" • Or, l'on apprendra peu après que "Don Junior" avait avant tout accepté cette réunion avec Natalia Veselnitskaya car elle lui avait été présentée comme une émissaire du gouvernement russe, en possession d'informations potentiellement compromettantes sur la démocrate Hillary Clinton.

L'entrevue avait lieu dans ses bureaux de la Trump Tower, à New York, en compagnie du gendre de l'actuel président, Jared Kushner, et du directeur de sa campagne, Paul Manafort.

Selon le Post, qui cite des sources anonymes, les conseillers du président redoutent que l'implication directe de Donald Trump puisse le mettre dans une position juridique dangereuse. Cela alors que plusieurs enquêtes, notamment celle menée par le procureur spécial Robert Mueller,



Photo : AFP

En dictant lui-même, selon les révélations du Washington Post, le récit de la rencontre de son fils avec une avocate russe, le président Donald Trump s'est mis dans une posture délicate.

s'intéressent à l'ingérence russe dans la présidentielle américaine ainsi qu'à une possible collusion entre l'équipe de campagne Trump et Moscou.

"C'était... inutile", a déclaré au quotidien un conseiller de Donald Trump, parlant de l'intervention présidentielle. "Il ne pense pas que c'est dangereux sur le plan juridique, il voit ça comme un problème politique qu'il doit résoudre lui-même", a affirmé la même source.

L'un des avocats du président républicain, Me Jay Sekulow, a réagi à cet article, estimant qu'"en plus d'être sans conséquence, ces affirmations sont inexacts

et non pertinentes".

OBSESSION • Le 45e président américain n'a pas directement réagi à cette révélation, mais a déploré hier matin dans un tweet que "seuls les médias de fausses informations et les ennemis de Trump veulent qu'(il) arrête d'utiliser les réseaux sociaux", précisant que ceux-ci représentent son "seul moyen pour que la vérité émerge".

Donald Trump, qui a affirmé contre toute évidence lundi qu'il n'y a "pas de chaos à la Maison Blanche", cherche à donner un nouveau souffle à son administration après une semaine cauchemardesque

: revers politiques, notamment sur la réforme de la santé, querelles intestines, déclarations injurieuses et grossières...

Ces dernières ont d'ailleurs valu son poste à Anthony Scaramucci, 10 jours seulement après qu'il eut pris les rênes de la communication.

Avec le fantasque communiquant aux lunettes teintées, le président voulait justement mettre fin à la spirale des fuites d'informations vers la presse, qui l'obsèdent.

Mais Scaramucci ou pas, les médias américains continuent d'afficher à leur Une, jour après jour, les dessous d'une présidence qui semble déjà cernée de toutes parts par les affaires.

Pour serrer les vis, Donald Trump a sorti une nouvelle carte de sa manche en nommant l'austère général John Kelly au poste stratégique de secrétaire général de la Maison Blanche, l'homme qui doit donner ordre et cohérence à l'action gouvernementale.

Déjà exaspéré par l'affaire russe qui envenime sa présidence, Donald Trump ne s'est par ailleurs toujours pas exprimé personnellement sur la décision prise dimanche par le président russe Vladimir Poutine, qui a annoncé que le personnel diplomatique des États-Unis devra être réduit de 755 personnes.

L'Afrique en bref

• Angola/Elections. Luanda accepte quatre observateurs de l'UE

Le gouvernement angolais a fait une légère marche arrière en acceptant l'envoi de quatre observateurs de l'Union européenne pour les élections générales du 23 août, après les avoir refusé le mois dernier, a-t-on appris hier de sources concordantes.

• Madagascar/Accident. 34 jeunes fidèles tués dans le nord

Au moins 34 personnes sont mortes dans l'accident d'un autocar qui transportait de jeunes fidèles protestants vers le nord de Madagascar dans la nuit de lundi à mardi, selon un bilan de la gendarmerie et des hôpitaux.

• RD Congo/Troubles. Quatre morts dans des combats ethniques

Quatre personnes ont été tuées et un village a été brûlé dans des combats qui ont ravivé le vieux conflit entre Pygmées et Bantous dimanche en République démocratique du Congo, a-t-on appris lundi de source ecclésiastique.

A travers le monde

• Afghanistan/Attentat. Plus de 20 morts dans une mosquée chiite

Un attentat-suicide a fait hier soir plus de 20 morts dans une mosquée chiite de Hérat, dans l'ouest de l'Afghanistan, au lendemain d'une attaque visant l'ambassade d'Irak à Kaboul revendiquée par le groupe Etat islamique.

• Pakistan/Politique. L'ex-ministre Abbasi élu Premier ministre



Le Parlement du Pakistan a élu hier Premier ministre l'ex-ministre et homme d'affaires Shahid Khaqan Abbasi en remplacement de Nawaz Sharif, destitué vendredi par la Cour suprême à la suite d'une affaire de corruption.

• Venezuela/Crise. Deux chefs de l'opposition arrêtés

Deux des chefs de l'opposition, dont le maire de Caracas, Antonio Ledezma, 62 ans, ont été arrêtés hier au Venezuela, alors que le pays est sous le coup de sanctions des États-Unis après l'élection dans le sang d'une toute puissante Assemblée constituante voulue par le président socialiste Nicolas Maduro.

Kenya/A une semaine des élections générales

La tension monte

AFP

Nairobi/Kenya

Il est vrai que la présidentielle s'annonce serrée entre le sortant Uhuru Kenyatta et son rival Raila Odinga.

LE Kenya est entré hier dans la dernière semaine d'une campagne électorale tendue en vue des élections générales du 8 août et notamment d'une présidentielle qui s'annonce serrée entre le sortant Uhuru Kenyatta, 55 ans, et son rival Raila Odinga, 72 ans.

Cette réédition du duel de 2013 a donné lieu à une campagne acrimonieuse – l'opposition accusant le camp de M. Kenyatta de préparer des fraudes électorales – qui a installé dans le pays un climat d'appréhension et alimente les craintes de violences électorales.

Ces élections – par lesquelles les Kényans vont élire leurs président, gouverneurs, députés, séna-



Photo : AFP

L'affrontement entre le président sortant Uhuru Kenyatta...



Photo : AFP

... et son rival Raila Odinga (au centre), réédition du duel de 2013, va éclipser les autres scrutins prévus le 8 août.

teurs, élus locaux et représentantes des femmes à l'assemblée – interviennent 10 ans après celles de 2007, où l'opposition, déjà emmenée par Raila Odinga, avait crié à la fraude à l'annonce de la réélection du président Mwai Kibaki.

Le pays avait plongé dans deux mois de violences politico-ethniques et de répression policière sans merci qui avaient fait au moins 1 100 morts, chassé plus de 600 000 personnes de leurs foyers

et durablement traumatisé un pays réputé stable dans une région traversée de nombreuses crises.

Le vote au Kenya se joue traditionnellement sur des sentiments d'appartenance ethnique et MM. Kenyatta (un Kikuyu) et Odinga (un Luo) ont mis sur pied deux puissantes alliances électorales. Pour les sondeurs, la présidentielle se jouera sur la capacité des deux camps à mobiliser leurs sympathisants le jour J.

La campagne électorale

s'est déroulée dans un calme relatif. Elle a toutefois été ternie par une attaque samedi contre la maison du vice-président William Ruto, et par l'annonce lundi de l'assassinat, accompagné de torture, d'un haut responsable informatique de la commission électorale ("L'Union" d'hier).

Le scrutin va donner lieu au déploiement sans précédent de 180 000 membres des forces de sécurité aux quatre coins de ce pays d'Afrique de

l'Est un peu plus grand que la France métropolitaine (deux fois le Gabon). Outre la présidentielle, l'élection des gouverneurs des 47 comtés, fruit d'une décentralisation mise en œuvre en 2013, pourrait également déboucher sur des troubles localisés.

Comme à chaque élection dans ce pays de plus de 48 millions d'habitants, de nombreux Kényans travaillant dans les grandes villes sont rentrés dans leurs villages pour voter mais aussi par mesure de précaution. Les grandes entreprises ont multiplié les consignes de sécurité pour leur personnel et bon nombre d'expatriés ou de Kényans aisés ont choisi de s'absenter du pays.

"L'anxiété qui s'est propagée dans le pays à l'approche des élections est malsaine", avertissait récemment le principal quotidien du pays, le Daily Nation, dans son éditorial.